

## **ANNEXE : REPONSE A LA CONSULTATION DE LA CRE**

**Question 1 :** *Que pensez-vous de l'opportunité de changer la méthode d'évaluation des coûts évités hors ZNI en se fondant sur des prix à terme plutôt que des prix day-ahead ?*

*Mme si cette évolution paraît aller dans un sens favorable, nous considérons que la référence à un prix de marché, n'est pas opportune pour le calcul du coût évité.*

*S'agissant d'évaluer des coûts réels, nous préconisons de prendre pour référence comme indiqué en réponse à la question 6, et une référence beaucoup plus proche de la réalité des coûts de revient de production dans notre pays.*

*Cette position se fonde en particulier sur les remarques formulées en Q. 14 ci-après, et qui ressortent de notre rapport (1) : l'esprit originel de la CSPE, initialement axé sur une "compensation intégrale" (comme le prévoit toujours l'article 2, 1-2° de la loi n° 2000-108, en dépit de l'évolution de l'article 5 ...) a été complètement distordu, de sorte que l'obligation d'achat (OA) est maintenant compensée de façon paraissant discriminatoire, au détriment d'ERDF.*

**Question 2 :** *Dans l'hypothèse où la méthode serait modifiée, que pensez-vous de conserver la méthode de calcul du coût évité en vigueur pour les installations bénéficiant d'un contrat présentant une différenciation temporelle ?*

Pas d'Avis

**Question 3 :** *Avez-vous des observations à formuler sur le découpage de l'énergie produite de façon quasi-certaine ?*

*Nous sommes d'accord avec ce découpage proposé par la CRE entre puissance aléatoire et puissance disponible à tout instant et pour parler dorénavant de puissance garantie et non plus de puissance substituée*

*Nous proposons aussi, cf. réponse à la question 14 (14.4), que soient aussi pris en compte dans le calcul du coût évité, la contribution ou non contribution à la stabilité du réseau*

**Question 4 :** *Avez-vous des observations à formuler sur les valeurs des coefficients de puissance quasi-certaine envisagées ?*

*Nous estimons au vu des statistiques de production éolienne que le coefficient « Hiver » de 15% avec une probabilité de 90% pour l'Eolien est beaucoup trop optimiste. Cette valeur de 15% figurait déjà dans le document RTE paru en 2004 ou 2005 "Bilan prévisionnel 2006-2015" et ne paraît pas avoir été réévaluée depuis cette date.*

*Les études que nous avons menées à partir des valeurs fournies par RTE, dans son rapport 2007 pour la période de froid hivers 2005 et 2006 nous conduisent à une valeur de 10 % de Puissance garantie pour 90% de probabilité (cf. diagramme en fin de la présente annexe).*

*La publication agrégée des statistiques de fonctionnement des éoliennes (comme en Allemagne ou en Espagne) serait une bonne chose et permettrait de vérifier cette valeur.*

**Question 5** : Les références de marché proposées vous paraissent-elle pertinentes ?

Comme déjà indiqué en réponse à la question 1, nous considérons que la référence au marché est inadéquate, De façon générale, comparer un "coût" \_ évité ou non \_ à "des prix", nous paraît surprenant voire erroné

Citons aussi ce commentaire d'un membre de l'Institut, Marcel Boiteux, à l'issue d'un survol très rapide de cette consultation : *" Lorsqu'on évoque la possibilité de se référer à des prix de marché, on oublie souvent un point essentiel, c'est que ces prix s'entendent généralement pour une fourniture garantie. Il n'y a pas de cotation pour un kWh qui aurait une chance sur cinq seulement d'être livré à l'heure H, tel le kWh éolien. Le "day-ahead" vise un autre type de kWh qu'éolien, celui de l'hydraulique au fil de l'eau notamment - qui n'est pratiquement pas garanti à terme, mais peut l'être un jour pour le lendemain (le régime des eaux ne varie pas brutalement d'un moment à l'autre, comme celui du vent)".*

**Question 6** : Quels ajustements proposeriez-vous et pour quel profil de production ?

Nous considérons que la valeur à prendre pour le calcul du coût évité doit être aussi proche que possible d'un coût de revient ; à ce titre nous proposons de prendre pour référence, à tout le moins, le prix de cession fixé par la loi pour les ELD métropolitaines tel que précisé en 14.3

**Question 7** : Que pensez-vous de l'échéance de mise en œuvre envisagée ?

Pas d'avis.

**Question 8**: Pensez-vous qu'il serait pertinent d'appliquer cette méthode aux entreprises locales de distribution qui s'approvisionnent en partie sur le marché ou qu'il serait préférable de prévoir une dérogation pour ce qui les concerne ?

Les ELD ne se plaignent absolument pas du régime actuel, qui leur est profitable. Elles n'ont donc aucune raison de voir ce régime évoluer (cf. Q 14-2).

Pour autant, qu'est-ce qui justifie qu'une dérogation soit accordée aux ELD alors qu'EDF ne profite pas de ce traitement ?

**Question 9** : Avez-vous des observations à formuler sur les principes de calcul proposés ?

Cf. (1) et remarques en Q 14.

Juste une observation supplémentaire : le calcul du montant de la CSPE d'une année N (cf. votre § 6. *Modalités de mise en œuvre*) avec ses "régularisations de l'année N-1", "éventuel écart entre les charges notifiées et les montants compensés", et "reliquats") est déjà très complexe : il y a lieu de craindre que la proposition du tableau 2 ne rende le contrôle des calculs de la CRE tout à fait impossible.

Il faut d'ailleurs rappeler que, dans sa communication du 16 mai 2002, la CRE préconisait d'opter pour la simplicité.

**Question 10** : *Quel serait, selon vous, l'impact de ce changement de référence de prix de marché pour le calcul du coût évité, sur l'activité des marchés de gros ?*

Pas d'avis

**Question 11** : *Ce changement de référence vous semblerait-il bénéfique pour le développement des marchés à terme (liquidité, formation des prix, etc.) ?*

Pas d'avis

**Question 12** : *Globalement, quelle est votre appréciation sur les principes envisagés de calcul du coût évité par l'obligation d'achat, décrits dans les paragraphes qui précèdent ?*

"Globalement", nous ne sommes pas favorables au principe d'obligation d'achat qui ne profite que très marginalement à l'industrie française (cas de l'éolien notamment) et à la R&D (qui en a pourtant grand besoin, en particulier pour tout ce qui a trait au stockage d'énergie électrique à même de répondre au grand handicap dont souffrent éolien et photovoltaïque : l'intermittence et la faible prédictibilité).

**Question 13** : *Outre la prévisibilité que ce mode de calcul apporte aux charges liées à l'obligation d'achat, voyez-vous d'autres effets de ces nouveaux principes sur la CSPE ?*

Compte du fait que les perspectives de développement du Grenelle de l'Environnement pour 2020 (25 GW éoliens, 5,4 GW photovoltaïques, etc.) posent, à EDF (seule concernée !) des problèmes prégnants, du fait des quantités d'énergie mises en jeu (au-delà de 100 TWh). Sur la base de ce volume d'achats obligés, toute "erreur de compensation" d'1c€/kWh se traduira alors\_ toutes choses égales par ailleurs \_ par un débours de 1 milliard supplémentaire chaque année.

**Question 14** : *Si vous avez d'autres remarques, merci de les indiquer.*

**14-1** : La toute première phrase de la consultation nous paraît erronée : *"Les charges de service public liées à l'obligation d'achat représentent une part prépondérante des charges de service public de l'électricité, au financement desquelles contribue l'ensemble des consommateurs présents sur le territoire français par le biais de la contribution au service public de l'électricité (CSPE)".* En effet, c'est près d'un quart des consommations qui sortent de l'assiette d'imposition de la CSPE, les grands consommateurs en étant exonérés, partiellement ou totalement. Il nous paraît important que la CRE n'occulte pas systématiquement cet aspect.

**14-2 :** En présentation (p. 1/7), la CRE écrit que *"cet écart [entre les coûts évités, pour une même année, prévisionnel et définitif] varie fortement en amplitude comme en signe et conduit à une variation des charges supportées par les opérateurs, et, par suite, de la contribution unitaire qui devrait être payée par tous les consommateurs finals d'électricité"*, et précise, en note de bas de page, que lesdits *"opérateurs [sont] essentiellement EDF, les ELD s'approvisionnant encore quasiment exclusivement aux tarifs de cession, qui eux, n'ont pas évolué entre le 30 janvier 2005 et le 15 août 2008"*. Précision extrêmement importante car elle fonde notre analyse selon laquelle la CSPE (notamment sa composante OA) est exclusivement supportée par EDF. La note de bas de page permet néanmoins de ne pas s'appesantir sur le cas des ELD contrairement à EDF qui pâtit, seule, d'une insuffisante compensation de l'OA, toutes les ELD tirent profit de l'OA :

- ↳ celle s'approvisionnant exclusivement au tarif de cession économise, du fait du branchement du producteur alternatif sur son propre réseau, le péage d'accès au réseau ErDF (TURPE);
- ↳ celle propriétaire d'une installation éligible à l'OA, bénéficie, en plus, du différentiel entre le tarif d'achat et le tarif de cession (très avantageux, surtout s'agissant d'une installation amortie depuis longtemps, hydraulique notamment).

Il faut aussi rappeler ce que la CRE a très bien souligné dans sa dernière proposition de CSPE 2009, à savoir que la contribution unitaire 2009, non revalorisée par le gouvernement, restant à 4,5 €/MWh alors que « la contribution nécessaire pour couvrir ces charges est de 5,8 €/MWh ». En conséquence, le « déficit de recouvrement [...] évalué à 482 M€ [...] induira un défaut de compensation pour EDF et Electricité de Mayotte », mais pas pour les ELD. Tout ceci démontre combien la compensation des charges d'OA, au travers d'un *"coût évité"* discutable paraît discriminatoire à l'encontre d'une seule entité, ERDF (et, à terme du moins, de ses actionnaires, clients et personnels). Ceci résulte évidemment du fait que le législateur a donné satisfaction aux revendications du SER (cf. sa plaquette, luxueusement réalisée par *"The Boston Consulting Group"*, de juin 2004) en introduisant six mois plus tard, par l'article 118 de la loi n° 2008-1485, une modification de l'article 5 de la loi n° 2000-108 stipulant que, dorénavant, « *les coûts évités sont calculés par référence aux prix de marché de l'électricité* ». Episode que la CRE omet de mentionner dans son rappel de bas de page 1/7: *"Depuis la mise en œuvre du fonds de service public de la production d'électricité, devenu par la suite la CSPE, la référence de prix utilisée pour le calcul du coût évité a évolué [...]"*, s'en tenant aux éléments boursiers, alors que l'impact du choix de ces *"prix de marché"* au lieu d'un *"coût de production"* \_ homologue de celui pris comme référence dans le calcul de compensation d'ErDF dans les ZNI, précisément \_ est bien plus important que de savoir si on se réfère à Platts, Heren ou Powernext.

**14-3 :** la structure elle-même du calcul du coût évité est difficilement défendable puisqu'elle donne lieu à un traitement discriminatoire. Dès lors que l'on conserve le principe d'OA et de sa compensation par référence au coût évité, il y aurait lieu, pour celui-ci, de :

- ↳ garder pour SEI la référence à la *"part production des tarifs réglementés"* pour les achats en ZNI;
- ↳ garder, pour les ELD métropolitaines la référence **à tout le moins** au *"tarif de cession"* fixé par la loi \_ **32,2 €/MWh** depuis août 2008 \_ au prorata des acquisitions via ladite cession ou le *"marché"* \_ **77,8 €/MW** en 2009 \_ mais en majorant celui-ci du tarif d'accès au réseau;
- ↳ prendre, pour EDF, la même référence en métropole qu'en ZNI.

Faute de quoi, on continuera non seulement de pénaliser l'immense majorité des consommateurs (certes, à leur insu) mais aussi de cacher aux citoyens (et à leurs représentants) le vrai surcoût des énergies alternatives (cf. les perspectives de l'ADEME pour 2020)

**14-4** Le calcul du tarif de rachat devrait à notre sens prendre en compte aussi un élément fondamental qui est la participation à la stabilité du réseau .Ainsi, devraient, à notre sens être définis :

- une indemnité pour effacement des énergies fatales en cas de surproduction
- une pénalité en cas de déclenchement, lors d'une baisse de fréquence ou défaut fugitif sur le réseau THT, de ces mêmes productions fatales

## Pièce jointe N°1 à la présente annexe

### MONOTONE FACTEUR DE CHARGE EOLIEN PERIODES LES PLUS FROIDES

